

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 novembre 2018

PLFSS POUR 2019 - (N° 1408)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 120

présenté par

M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Biémouret, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud, Mme Rabault, Mme Battistel, M. Bouillon, M. Jean-Louis Bricout, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, Mme Pires Beaune, M. Potier, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Untermaier et Mme Victory

ARTICLE 34

À la fin de la deuxième phrase de l'alinéa 46, substituer aux mots :

« l'âge du bénéficiaire »

les mots :

« les revenus des bénéficiaires ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le groupe socialiste s'oppose à ce que le prix de la nouvelle CMU-c soit variable en fonction de l'âge du bénéficiaire. Aussi, nous proposons que la variation du prix de la CMU-c revisitée dépende des revenus des bénéficiaires, dans une logique de justice sociale concernant l'accès à la santé.

En effet, avec cet article, la CMU-c sera étendue aux personnes aujourd'hui éligibles à l'ACS à compter du 1^{er} novembre 2019 moyennant une participation financière.

Or, il est prévu dans l'alinéa 40 de cet article que cette participation financière soit variable « en fonction de l'âge du bénéficiaire ».

Nous considérons qu'il y a là une logique assurantielle privée qui a primé dans les choix du Gouvernement et qui conduit à une politique tarifaire discriminatoire en fonction de l'âge des

bénéficiaires. Le groupe socialiste souhaite ici rappeler qu'en matière de protection sociale, le principe qui doit primer est que chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.

Cette logique d'âge, que le Gouvernement défend, est en réalité une logique comptable qui vise à faire payer les personnes qui ont statistiquement le plus de problèmes de santé, c'est-à-dire les personnes âgées.

Ainsi, l'objet de cet amendement est de supprimer cette discrimination d'âge qui est faite aux bénéficiaires de la CMU-c pour lui préférer une logique de prix progressifs en fonction des revenus des bénéficiaires.